



**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE
ASSOCIATIVE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la jeunesse, de
l'éducation populaire et de la vie
associative

Institut National
de la Jeunesse et de l'Éducation
Populaire

et

Secrétariat général

Service
de l'action administrative
et des moyens

Sous-direction
des achats

Bureau
de la stratégie et de
l'ingénierie des achats

SAAM B1

61-65, rue Dutot
75732 Paris cedex 15

**Service de l'action administrative
et des moyens**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P)**

Procédure n° MEN-SG-AOO-26011

Objet : Réalisation d'une évaluation (revue de la littérature et études de cas) permettant d'identifier l'apport des cités éducatives sur l'accès des jeunes collégiens à une offre éducative non formelle de qualité et variée pour le compte du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS	4
PRESENTATION DE L'INJEP	4
PRESENTATION DES CITES EDUCATIVES.....	5
PRESENTATION DE LA DEMARCHE D'EVALUATION.....	6
a) L'évaluation au niveau local	6
b) L'évaluation au niveau national.....	7
La première évaluation de l'INJEP – 2021 – 2023 : « Appropriation du programme en matière de continuité éducative, d'orientation-insertion et de place des familles ».....	7
La seconde évaluation de l'INJEP – 2026 – 2027 : « L'apport des cités éducatives sur l'accès à une offre éducative non formelle de qualité et variée ».	8
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	12
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE	12
ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE	13
3.1 FORME ET MONTANT DU MARCHE	13
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE.....	13
ARTICLE 5/ NATURE ET ETENDU DES PRESTATIONS.....	13
5.1 CALENDRIER PREVISIONNEL.....	13
5.2 Objectifs de l'évaluation	14
5.3 CHAMP DE L'EVALUATION.....	15
5.4 QUESTIONNEMENT EVALUATIF	15
5.5 METHODES ATTENDUES	17
a) Revue de la littérature.....	17
b) Etude de cas de 7 cités éducatives	17
Sélection des 7 cités éducatives.....	17
Analyse des revues de projets et des travaux de suivi et d'évaluation disponibles localement.....	18
Mise en place d'un outil de reporting pour les actions éducatives non formelles	18
Réalisation d'entretiens qualitatifs semi-directifs	18
ARTICLE 6/ DESCRIPTION DES PHASES ET DES PRESTATIONS	19
6.1 PHASE 1 – Cadrage de l'étude	20
A) PRESTATIONS ATTENDUES AU TITRE DE LA PHASE 1	21
B) LIVRABLES ATTENDUS AU TITRE DE LA PHASE 1	22
6.2 PHASE 2 – Collecte et analyse.....	23
6.3 PHASE 3 – Résultats et recommandations	24
6.4 Opérations de recette	26
ARTICLE 7/ LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	27
ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE	28

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	30
ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	31
ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	32
11.1 Conduite des prestations	32
11.2 Suivi des prestations.....	34
11.3 Respect des principes de laïcité et de neutralité.....	35
ARTICLE 12/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	37
ARTICLE 13/ ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	37
ARTICLE 14/ PRIX DU MARCHE.....	37
ARTICLE 15/ MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	38
Délais de paiement.....	39
Avance.....	39
Acomptes.....	40
Cession ou nantissement des créances.....	41
ARTICLE 16/ CLAUSE DE REEXAMEN	41
ARTICLE 17/ DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	41
17 .1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats	41
17.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures	43
ARTICLE 18/ PENALITES	43
18.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	43
18.2 Plafonnement des pénalités de retard.....	44
18.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard.....	44
18.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	44
18.5 Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité.....	44
18.6 Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire	45
ARTICLE 19/ RESILIATION	45
ARTICLE 20/ DOCUMENTS A PRODUIRE LORS DE L'EXECUTION	45
20.1 Assurance.....	45
20.2 Justificatifs sociaux	46
20.3 En cas de modifications relatives au titulaire du marché	46
ARTICLE 21/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	47
ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE	47
ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES	48
ARTICLE 24/ DEROGATIONS	49

ANNEXE 1 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)

ANNEXE 2 : ANALYSE DES REVUES DE PROJET 2024 REALISEE PAR L'ANCT

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et de ses annexes :

- Le ministère chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative et plus spécifiquement le service à compétence nationale Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, est désigné sous le terme « ministère » ou « INJEP » ou « administration » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS

Présentation de l'INJEP

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service à compétence nationale rattaché au ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative, créé par décret n° 2015-1771 du 24 décembre 2015.

L'INJEP est à la fois un observatoire producteur de connaissances et un centre de ressources et d'expertise sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

A la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs.

Sa mission est de contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation. Son ambition est de partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

Regroupant près de 50 agents, l'INJEP bénéficie d'une diversité de compétences allant de la statistique publique, à la recherche, l'expérimentation et l'évaluation, en passant par les métiers de la documentation et de la communication.

En 2020, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires [ANCT], a mandaté l'INJEP pour réaliser une première évaluation du programme des cités éducatives. Celle-ci s'est déroulée de 2021 à 2023. En 2025, l'ANCT a à nouveau fait appel à l'INJEP pour mener une seconde évaluation du programme, demande à l'origine de ce marché.

Présentation des cités éducatives

Les cités éducatives « visent à intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle : avant, pendant, autour et après le cadre scolaire ».¹

Mises en place dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville depuis 2019, elles reposent sur le renforcement d'une communauté éducative comprenant les professionnels de l'éducation et de l'enseignement, les parents, les services de l'État, les collectivités, les travailleurs sociaux, les associations et les habitants.

Elles visent à assurer des parcours sociaux et éducatifs cohérents, en favorisant la continuité entre les acteurs, les espaces et les temps scolaires et périscolaires, qui composent le parcours des enfants et des jeunes.

Plus qu'un dispositif, la cité éducative constitue avant tout un cadre local spécifique pour agir, une méthode de travail qui doit prendre en compte les dynamiques et actions antérieures.

Trois grands objectifs guident l'ambition des cités éducatives sur le terrain :

- **conforter le rôle de l'école** : là où elle est particulièrement attendue, l'école doit être attractive et rayonnante dans son environnement ;
- **promouvoir la continuité éducative** : l'enjeu est d'organiser autour de l'école la continuité éducative, afin de construire un lien avec les parents et les autres adultes susceptible de contribuer à la réussite dès le plus jeune ;
- **ouvrir le champ des possibles** : l'un des enjeux majeurs de la cité éducative est d'aider les enfants et les jeunes à trouver, dans leur environnement, les clés de l'émancipation. Les partenaires visent ici à multiplier les opportunités d'ouverture et de mobilité sur le monde extérieur².

Pour déployer le programme, les cités éducatives sont pilotées localement par un trio d'acteurs complémentaires qui forment la « troïka »³.

¹ Cités éducatives des quartiers à haute valeur éducative dossier de presse – ANCT. 4 avril 2024 [\[En ligne\]](#)

² « Appel à manifestation d'intérêt. Label national cité éducative », juin 2021, Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, [\[en ligne\]](#).

³ La « troïka » réalise le pilotage resserré et opérationnel de la cité éducative. Elle est formée des trois responsables représentant leur institution : le chef d'établissement, ordonnateur du fonds éducatif partenarial, spécifiquement mandaté pour coordonner la montée en charge de l'objectif 1 (conforter l'école) ; un directeur général adjoint de la commune, pour animer en priorité l'objectif 2 (continuité éducative) ; un représentant désigné par le préfet, responsable notamment de l'objectif 3 (champ des possibles). Compte tenu de l'importance de ses responsabilités

Ces acteurs sont issus de l'État déconcentré et sont généralement représentés par :

- un délégué du préfet,
- le directeur général adjoint de la collectivité (commune ou intercommunalité)
- un principal de collège (représentant de l'éducation nationale).

La coordination nationale de cette démarche est assurée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), sous le pilotage du ministère chargé de la ville et du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Initialement mises en œuvre sous un format de préfiguration ayant donné lieu à la labélisation de 80 cités en septembre 2019, le programme a depuis été généralisé. En octobre 2023, le comité interministériel des Villes a officialisé la généralisation progressive du label des Cités éducatives à l'ensemble des QPV dans les territoires volontaires d'ici la fin du quinquennat. A la rentrée 2025, on comptabilise près de 250 cités labélisées, plus de 500 QPV couverts dans l'hexagone et en Outre-mer, 222 communes engagées dans la démarche et 8000 actions réalisées chaque année au bénéfice des enfants et des jeunes.⁴

Les cités éducatives sont dotées de moyens humains et financiers apportés par chacun des cofinanceurs (ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ministère chargé de la ville, collectivités). 247 millions d'euros ont ainsi été engagés par l'Etat sur la période 2019-2024⁵

Les cités éducatives font l'objet d'évaluations au niveau local et national depuis la période de préfiguration du programme.

Présentation de la démarche d'évaluation

a) L'évaluation au niveau local

Depuis 2024, chaque cité est assujettie à l'obligation de construire une évaluation portée par un tiers et à transmettre les travaux d'évaluation à l'ANCT. Initialement, la coordination nationale des cités éducatives (ANCT-DGESCO) a conservé une posture peu contraignante vis-à-vis du cadrage évaluatif de chaque cité sans imposer de forme, de contenus ou d'objectifs. Néanmoins, les acteurs locaux ayant exprimé le besoin de bénéficier d'un accompagnement renforcé sur ce point, la coordination nationale a produit un guide, non contraignant, visant à accompagner le cadrage des évaluations locales des cités éducatives⁶.

(enfance, CLAS, parentalité, vie sociale, jeunesse...), la CAF peut être utilement associée à ce pilotage resserré. » Vademecum – Les cités éducatives, ANCT, avril 2019 .

⁴Cités éducatives. Renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires de leur naissance à leur insertion professionnelle. ANCT. [\[En ligne\]](#)

⁵ Idem

⁶ Guide d'accompagnement à l'évaluation des cités éducatives. Direction générale de l'enseignement scolaire. Agence nationale de la cohésion des territoires - Mai 2025 [\[En ligne\]](#)

Si les évaluations locales présentent des formats et des contenus très variés, elles peuvent être mobilisées comme matériaux d'analyse dans le cadre de cette évaluation.

b) L'évaluation au niveau national

Pour appuyer la démarche d'évaluation, la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire (DGESCO) et l'Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV) se sont engagés à consolider des données au niveau national, ainsi qu'au niveau de chaque Cité. Les Cités éducatives peuvent ainsi s'appuyer sur des « fiches d'identité des Cités éducatives », produites par l'ONPV, présentant l'état des lieux sociodémographique de la Cité, ainsi que sur un tableau de bord d'indicateurs communs nationaux, qui seront également agrégés à l'échelle de chaque territoire produit par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP).

Par ailleurs, sous l'égide de l'ANCT et de la DGESCO, deux démarches d'évaluation nationales ont été portées par des acteurs de la recherche et de l'évaluation : l'Université de Bordeaux, qui a mené des travaux sur la gouvernance⁷ en 2021 et 2022 et l'INJEP, dont les travaux menés entre 2021 et 2023 ont porté sur la continuité éducative, l'orientation-insertion et la place des familles au sein des cités éducatives.

Le laboratoire EMA de l'Université de Cergy travaille également sur le programme des cités éducatives dans le cadre de l'évaluation des cités éducatives du Val d'Oise. Il est également à l'initiative d'un groupe de recherche scientifique autour des Cités éducatives à l'échelon national.⁸

La première évaluation de l'INJEP – 2021 – 2023 : « Appropriation du programme en matière de continuité éducative, d'orientation-insertion et de place des familles »⁹

L'INJEP a été mandaté par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) en 2020 pour piloter l'évaluation nationale des cités éducatives.

⁷ L'Université de Bordeaux a mené une Etude nationale sur la « gouvernance » des Cités éducatives, mandatée par l'Agence Nationale de la Cohésion Territoriale. L'objectif de cette recherche était de restituer les conditions et les formes locales d'appropriation de la « Troïka » (instance de gouvernement locale ayant la responsabilité de piloter le déploiement du label Cité Educative sur un territoire) grâce à trois axes d'analyses : les acteurs et actrices enrôlés dans la gouvernance de la CE et leurs modes d'appropriation du label ; les formes hétérogènes de gouvernance locale ainsi que les formes de leurs mobilisations par et dans la « démarche ». [\[En ligne\]](#)

⁸ 12 universités, 3 UMR CNRS, 9 laboratoires de recherches et 26 chercheurs sont mobilisés dans ce collectif. Les travaux portent sur la traduction des politiques publiques en éducation sur les territoires les plus vulnérables et ce qu'elle révèle des transformations de l'action publique sur les questions d'inégalités éducatives et sociales ; les pratiques professionnelles des acteurs scolaires et non scolaires dans des logiques d'alliances éducatives et la mesure des effets sur le registre des inégalités d'apprentissage et de parcours scolaires [\[En ligne\]](#)

⁹ Stromboni T., Louhab S., 2024, Évaluation nationale des cités éducatives. Appropriation du programme en matière de continuité éducative, d'orientation-insertion et de place des familles, INJEP Notes & rapports. <https://injep.fr/publication/evaluation-nationale-des-cites-educatives-2/> [\[En ligne\]](#)

La première évaluation pilotée par l'INJEP portait sur les 80 premières cités éducatives labellisées. Elle s'est déroulée de juillet 2021 à juin 2023 et s'articulait autour de trois thématiques centrales du programme :

- la mise en œuvre de la continuité éducative et ses effets sur le parcours des enfants et des jeunes ;
- les parcours d'orientation, d'insertion et de formation pour les 11-25 ans ;
- la place des familles dans les coopérations éducatives.

Pour chacune des thématiques évaluées, un terrain d'enquête qualitatif a été mené auprès de cinq cités volontaires labellisées en 2019 (quinze cités en tout). Le rapport final d'évaluation s'appuie sur les enseignements des trois enquêtes qualitatives ainsi que sur l'analyse quantitative des revues de projets 2022 des 80 cités éducatives. Le rapport final offre une vision globale des effets du programme sur trois dimensions majeures des cités éducatives : la mise en œuvre de « l'alliance éducative » sur les thématiques étudiées ; ses potentiels effets sur l'évolution de l'offre éducative ainsi que les effets observés sur les bénéficiaires et sur les professionnels. Si l'évaluation, de nature essentiellement qualitative, ne propose pas de mesure d'impact des effets sur les parcours des usagers, elle permet d'identifier les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées, et ainsi de contribuer à établir les conditions de réussite du programme.

La seconde évaluation de l'INJEP – 2026 – 2027 : « L'apport des cités éducatives sur l'accès à une offre éducative non formelle de qualité et variée ».

En 2025, l'INJEP a été mandaté par l'ANCT pour conduire une seconde évaluation du programme. Cette évaluation, qui fait l'objet du présent marché ainsi que de travaux menés en parallèle en interne par l'INJEP (cf. paragraphe ci-dessous), questionne l'apport des cités éducatives concernant l'accès à une offre éducative non formelle de qualité et variée.

Un des grands objectifs des cités éducatives est de renforcer l'offre et les prises en charge éducatives offertes aux enfants, aux jeunes et aux élèves avant, pendant, après et autour du cadre scolaire¹⁰ : « Les Cités éducatives visent à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes, de 0 à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire » ; « les enfants et les jeunes doivent trouver, dans leur environnement, les clés de l'émancipation. Les partenaires visent ici à multiplier les opportunités d'ouverture et de mobilité sur le monde extérieur »¹¹. **C'est pourquoi, l'INJEP, en concertation avec l'ANCT et la DGESCO, a fait le choix d'axer la seconde évaluation sur l'appréciation de l'apport des cités éducatives sur l'accès à une offre éducative non formelle de qualité et variée.**

¹⁰ Vade-mecum, Les cités éducatives, ANCT Octobre 2020 <https://anct-site-prod.s3.fr-par.scw.cloud/s3fs-public/2024-03/2020%20Vademecum%20actualis%C3%A9.pdf>

¹¹ Dossier de presse « Cités éducatives, des quartiers à haute valeur éducative » Avril 2024. ANCT. https://anct-site-prod.s3.fr-par.scw.cloud/s3fs-public/2024-04/DP_cit%C3%A9s_%C3%A9ducatives_2024.pdf

L'importance de l'éducation non formelle dans les parcours éducatifs

Les apprentissages non formels désignent selon le Conseil de l'Europe, les apprentissages organisés en dehors du système scolaire (mais souvent intentionnels et structurés). Ils recouvrent par exemple la participation à des activités associatives, culturelles, sportives ou artistiques ; la fréquentation de structures associatives ou municipales (centres de loisirs, MJC, clubs de sport, écoles de musique) ou encore les pratiques d'engagement (participation à des projets citoyens, bénévolat...).

Ils se distinguent des apprentissages formels relatifs à la scolarité, aux diplômes et aux programmes officiels mais aussi des apprentissages informels relevant des apprentissages quotidiens « non intentionnels », par la vie courante, la famille, Internet, les pairs ... Cette définition est mobilisée dans le cadre du marché mais il est attendu du titulaire qu'il approfondisse le travail de définition notamment dans le contexte des cités éducatives.

Ils sont souvent présentés comme à l'origine d'acquisition de compétences transversales mais aussi comme des espaces de socialisation et de construction identitaire.

Education formelle, non formelle et informelle selon le conseil de l'Europe¹²

L'éducation formelle (non concernée par l'évaluation) fait référence au système éducatif structuré, qui va du primaire à l'université, et qui englobe les programmes spécialisés de formation technique et professionnelle. Dans ce domaine, les principaux acteurs concernés sont les écoles et les divers établissements d'enseignement secondaire et supérieur.

L'éducation non formelle (concernée par l'évaluation) recouvre tous les programmes planifiés et les démarches volontaires d'éducation individuelle et sociale visant l'enseignement et la pratique de valeurs et le développement d'un large éventail de compétences et de capacités, en dehors du système d'éducation formelle. **L'éducation non formelle pour enfants inclut les activités extrascolaires, les activités hors programme scolaire dans les écoles, les camps d'été et les centres de loisirs.** Ce type d'éducation privilégie une approche participative.

L'éducation informelle (non concernée par l'évaluation) désigne le processus tout au long de la vie par lequel les individus acquièrent des attitudes, des valeurs, des compétences et des connaissances à partir des influences et des ressources éducatives de leur milieu ambiant et de leur vie quotidienne (**par exemple, famille, voisinage, bibliothèque, médias, loisirs**). L'éducation informelle n'est pas organisée selon un programme planifié.

¹² Repères Juniors, Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits humains avec les enfants. Conseil de l'Europe. [\[En ligne\]](#)

Un vecteur d'acquisition de compétences transversales

L'OCDE, indique que l'éducation non formelle contribue de manière significative au développement de compétences transversales — autonomie, coopération, créativité, responsabilité, communication (OCDE, 2018).

Plusieurs recherches montrent que la participation régulière à des activités culturelles ou sportives est susceptible d'améliorer la confiance en soi, la persévérance et la capacité à coopérer¹³.

Des espaces de socialisation et de construction identitaire

Les actions relevant de l'éducation non formelles représentent également des lieux privilégiés de socialisation et de formation de soi. Barrère (2011), souligne dans *L'éducation buissonnière*, que les adolescents se "forment par eux-mêmes" au travers de leurs engagements choisis, qu'ils soient culturels, artistiques ou associatifs. Ces espaces favorisent la découverte de nouvelles normes, la confrontation à l'altérité et la construction de projets personnels, souvent en marge du cadre scolaire. Les actions relevant de l'éducation non formelles contribuent ainsi potentiellement à une éducation où les jeunes expérimentent la liberté, la responsabilité et la citoyenneté.

L'éducation non formelle au sein des cités éducatives

Au sein des cités éducatives de nombreuses actions mises en œuvre relèvent de l'éducation non formelle. Il revient au titulaire de les caractériser plus précisément, conformément à son offre.

En 2023, 7510¹⁴ actions ont été répertoriées au sein des 208 cités éducatives labélisées, soit en moyenne 36 actions par cité éducative. Si toutes ne relèvent pas de l'éducation non formelle on peut néanmoins supposer que plus de la moitié y sont liées. En effet, 36%¹⁵ des actions mises en œuvre en 2023 relèvent de la thématique de la culture, 33% de la citoyenneté, 18% de l'égalité fille garçon, 18% de la santé et 16% du sport (une action pouvant élargir à plusieurs thématiques).

44% des actions sont portées par des associations, 26% par des collectivités, 24% par des établissements publics local d'enseignement (EPL, actions relevant de ce fait potentiellement davantage de l'éducation formelle) et 7% par des établissements publics : GIP, CCAS, Caisse des écoles...

Articulation avec les travaux quantitatifs menés en interne par l'INJEP

Le questionnement sur l'accès à une offre éducative non formelle de qualité et variée des élèves de cités éducatives sera également approfondi par des travaux menés en

¹³ David, O. (2014). « Le temps libre des jeunes à l'épreuve des contextes territoriaux. Pratiques de loisirs et mobilités ». Parcours de jeunes et territoires, Rapport de l'Observatoire de la jeunesse, INJEP, p. 118-132. ; Lahire, B. (1995). Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires. Paris : Gallimard/Seuil.

¹⁴ La démarche des cités éducatives en 2023. Rapport d'analyse des revues de projets 2023 : Etat des lieux. Juillet 2024. ANCT

¹⁵ Données issues du Rapport d'analyse des revues de projets 2023 : Etat des lieux. Juillet 2024. ANCT

interne par l'INJEP en 2026-2027. L'INJEP assurera la passation d'un questionnaire à destination d'élèves collégiens¹⁶ des cités éducatives de manière **à caractériser leur recours à l'offre éducative non formelle**.

De manière non exhaustive, le questionnaire permettra d'interroger les élèves sur :

- Les différentes activités ou ateliers suivis (dans et hors l'école) relevant de l'éducation non formelle ;
- L'éventuelle évolution de leur recours à l'offre non formelle ;
- Les structures fréquentées (équipements associatifs ou municipaux sportifs et culturels...) ;
- Leurs attentes et niveau de satisfaction par rapport à l'offre proposée ;
- Leur perception des effets de leur pratique relevant d'activités non formelles.

Les enseignements issus de ces travaux seront disponibles en 2027.

¹⁶ La passation concernera des élèves de 6^{ème} et de 3^{ème} (de 11 ans et de 15 ans) scolarisés au sein d'un échantillon des collèges chefs de file des 216 cités labélisées entre 2019 et 2024. Pour faciliter le terrain d'enquête et l'adhésion à l'évaluation, il est envisagé à ce stade une passation numérique en classe auprès de 4 classes par cité, issues des collèges chefs de file. Un échantillon comparatif d'élèves scolarisés au sein de collèges éligibles non labellisés est envisagé. Le protocole est susceptible d'évoluer.

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une évaluation (revue de la littérature et études de cas) permettant d'identifier l'apport des cités éducatives sur l'accès des jeunes collégiens à une offre éducative non formelle de qualité et variée pour le compte du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Cette évaluation vise à analyser l'offre proposée, les modalités d'accès, le public touché et ses modalités de mise en œuvre, et repose sur la réalisation d'une revue de la littérature internationale ainsi que sur la réalisation d'études de cas au sein de 7 cités éducatives.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 portant « bordereau des prix » ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
 - Annexe 1 : Traitement des données à caractère personnel (RGPD)
 - Annexe 2 : Analyse des revues de projet 2024 réalisée par l'ANCT
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE

3.1 Forme et montant du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché simple avec un montant maximum de 250 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

3.2 Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée ferme de dix-huit (18) mois.

ARTICLE 5/ NATURE ET ETENDU DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites dans le présent document.

5.1 Calendrier prévisionnel

Le présent marché se décompose en trois phases :

- **PHASE 1 - Cadrage de l'étude**

Du 1^{er} mai 2026 au 30 septembre 2026

- **PHASE 2 – Collecte et analyse**

Du 1^{er} octobre 2026 au 31 mars 2027

- **PHASE 3 – Résultats et recommandations**

Du 1^{er} avril 2027 au 31 octobre 2027

DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont définis en jours ouvrés, soit du lundi au vendredi (de 9h00 à 18h00) sauf samedi, dimanche et jours fériés.

5.2 Objectifs de l'évaluation

L'évaluation repose sur la réalisation d'études de cas au sein de 7 cités éducatives et s'articule autour des objectifs suivants :

Objectif 1 : Caractériser l'offre éducative non formelle déployée, son recours et le public y ayant accès ;

Objectif 2 : Documenter les effets potentiels de l'accès à une offre éducative non formelle sur les parcours des enfants et des jeunes. En complément des enseignements issus des investigations qualitatives qui viennent renseigner sur la perception par les élèves et leur entourage des effets de leur recours à l'offre non formelle sur leurs compétences¹⁷, cet axe comprend une revue de la littérature internationale visant à expliciter l'état des savoirs au regard des effets de l'éducation non formelle en termes de réussite éducative ou scolaire et, plus largement, d'acquisition de compétences.

Objectif 3 : Apprécier l'apport du programme des cités éducatives sur :

- le développement de l'éducation non formelle ;
- le recours à l'offre éducative non formelle par les publics ciblés.

Concernant le développement de l'offre et de manière non exhaustive¹⁸, il s'agit d'identifier dans quelle mesure le déploiement des cités éducatives a permis :

- Une plus grande qualité de l'offre éducative (pertinence des contenus, qualité pédagogique, compétences des professionnels, accessibilité...) ;
- Une meilleure cohérence de l'offre (des actions qui s'inscrivent dans des orientations stratégiques partagées, sont complémentaires et articulées entre elles, ...) ;
- Une meilleure couverture territoriale et une meilleure accessibilité à l'offre ;
- Une diversification de l'offre éducative non formelle sur les territoires ;
- Une stabilisation des actions années après années ;
- Une diversification des publics ayant accès à l'offre éducative non formelle ;
- Un développement du recours à une offre éducative non formelle de la part des élèves et des jeunes.

¹⁷ L'évaluation faisant l'objet de ce marché, de nature essentiellement qualitative, ne pourra pas proposer de mesure d'impact des effets sur les parcours des usagers. Il s'agira avant tout de faire une étude critique des principaux travaux sur la question et d'illustrer l'analyse par des éléments qualitatifs issus des entretiens réalisés auprès des jeunes et des professionnels.

¹⁸ Les attentes pourront évoluer à la marge en fonction des arbitrages avec l'ANCT et la DGESCO.

Objectif 4 : Documenter les conditions de déploiement des cités éducatives et des actions en faveur du développement d'une offre éducative non formelle variée et de qualité et de son accès par les enfants et les jeunes.

L'évaluation permet de tirer des enseignements sur les 5 objectifs précités, et de proposer des recommandations stratégiques et opérationnelles pour favoriser l'apport des cités éducatives sur l'offre éducative non formelle :

- à l'échelle de chacune des 7 cités éducatives étudiée
- et, de manière transversale, à l'ensemble des terrains d'étude.

5.3 Champ de l'évaluation

Le périmètre de l'évaluation est défini comme suit :

- Les 216 cités éducatives labellisées jusqu'en 2024 (au sein desquelles une sélection argumentée de 7 cités éducatives est réalisée).
- Les jeunes collégiens.
- Les actions relevant de l'éducation non formelle.
- Les actions déployées sur l'année scolaire en cours, y compris les vacances scolaires et ciblant au moins pour partie le public des élèves collégiens.
- L'ensemble des parties prenantes : pilotes, porteurs de projets, professionnels de terrain, prescripteurs, partenaires, jeunes collégiens, familles...

5.4 Questionnement évaluatif

Au regard des objectifs de l'évaluation énoncés ci-dessus (cf.5.2), il est attendu du titulaire un référentiel d'évaluation précis, en termes de questionnements et d'hypothèses, de méthodologie et d'outils à déployer.

De manière non exhaustive, les éléments suivants précisent en partie, les attendus relatifs aux questionnements. Ils sont à compléter par le titulaire du marché.

ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS (*non exhaustifs*)

Les études de cas s'attachent notamment à interroger les enjeux suivants :

Objectif 1 : Caractériser l'offre éducative non formelle déployée, son recours et le public y ayant accès

- Comment se caractérise précisément l'offre éducative non formelle déployée dans le cadre des 7 cités éducatives concernées par les études de cas
- Quels sont les acteurs qui la portent ?
- Quelles sont les caractéristiques du public ayant accès à cette offre en fonction des cités éducatives ? Qui sont les publics qui n'en bénéficient pas ? L'offre permet-elle de mieux rejoindre les publics les plus éloignés de l'éducation non formelle ?
- Quelle part des élèves d'une classe d'âge sont touchés par les actions soutenues dans le cadre des cités éducatives et relevant de l'éducation non formelle ?

Objectif 2 : Documenter les effets de l'accès à une offre éducative non formelle sur les parcours des enfants et des jeunes

- Quels sont les effets de l'éducation non formelle identifiés dans la littérature scientifique ? (En matière d'acquisition de compétences, d'ambition, de motivation, d'insertion sociale et professionnelle...)
- Quels sont les effets déclarés par les jeunes, leurs familles et les professionnels de ces pratiques non formelles sur les parcours scolaires, les sociabilités, l'acquisition de compétences, ...

Objectif 3 : Apprécier l'apport des cités éducatives sur le développement de l'éducation non formelle et le recours à l'offre éducative non formelle par les publics ciblés

- L'offre a-t-elle évolué depuis la mise en œuvre des cités éducatives ? En matière d'activités proposées, de qualité éducative, de répartition géographique, de modalités d'accès, de public visé, ... ?
- Les actions relevant de l'éducation non formelle ont-elles gagné en cohérence ? (inscription dans des orientations stratégiques, complémentarité,...)
- Le déploiement des cités éducatives a-t-il permis :
 - o Une meilleure couverture territoriale de l'offre non formelle ?
 - o Un meilleur accès à l'offre éducative non formelle ?
 - o Une diversification et/ou une amélioration de la qualité éducative ?
 - o Un meilleur accès à l'offre et une atténuation des freins financiers ?
- L'offre proposée par les cités éducatives répond-elle aux besoins des jeunes ? Aux besoins des professionnels ?

La question des effets repose sur du déclaratif issu des entretiens et sur la revue de la littérature. Il n'est pas attendu la mise en œuvre d'un contrefactuel.

Objectif 4 : Documenter les conditions de déploiement des cités éducatives et des actions en faveur du développement d'une offre non formelle variée et de qualité et de son accès par les enfants et les jeunes

- Quelle cohérence entre ce qui était prévu et ce qui a été réalisé ?
- Quels sont les freins, difficultés et leviers au déploiement d'une offre éducative non formelle qualitative ?
- Quels enseignements en termes de :
 - o gouvernance,
 - o pratiques professionnelles,
 - o outillage des acteurs,
 - o implications des jeunes, des familles et des professionnels,
 - o dynamiques partenariats élargies,

Les enseignements de l'évaluation sont portés sur chaque cité éducative analysée, et à l'échelle des 7 cités éducatives.

5.5 Méthodes attendues

Au regard des objectifs évaluatifs du présent marché, il est attendu du titulaire qu'il mette en œuvre des méthodes d'évaluation complémentaires :

- La réalisation d'une revue de la littérature internationale sur l'éducation non formelle et ses effets sur les compétences et parcours des enfants et des jeunes.
- Des études de cas au sein de 7 cités éducatives comprenant :
 - o Une analyse des revues de projets et des travaux de suivi et d'évaluation réalisés localement ;
 - o La mise en place d'un outil de reporting visant à caractériser les actions éducatives non formelles mises en œuvre ainsi que leur public ;
 - o Des entretiens semi-directifs, focus groups et/ou observations auprès des acteurs concernés par l'éducation non formelle (pilotes du programme des cités éducatives, porteurs d'actions, professionnels, jeunes et familles).

Si le calendrier le permet, le titulaire intègre les résultats de l'enquête menée par l'INJEP auprès d'élèves collégiens à son analyse des sept cités éducatives. Il établit une comparaison entre elles s'appuyant sur les matériaux qualitatifs et quantitatifs à disposition.

a) Revue de la littérature

Le titulaire réalise une étude approfondie et critique des principaux travaux existants en sociologie et en sciences de l'éducation concernant les effets de l'éducation non formelle sur l'acquisition de compétences, le sentiment de confiance en soi, la motivation, l'ambition scolaire et professionnelle, l'insertion sociale et professionnelle (liste non exhaustive)... Elle permet de proposer une vue globale des avancées scientifiques sur ce champ.

b) Etude de cas de 7 cités éducatives

Il est attendu du titulaire qu'il réalise des études de cas au sein de 7 cités éducatives.

Sélection des 7 cités éducatives

Le titulaire propose une sélection argumentée des cités éducatives au sein desquelles sont réalisées les études de cas. Cette sélection est faite en concertation avec l'INJEP, et vise à diversifier les cités éducatives sur la base notamment des éléments qui seront fournis par l'ANCT sur les 216 cités éducatives labellisées jusqu'en 2024 issues des revues de projet 2024, et des données de l'ONPV sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (voir en particulier la typologie des QPV¹⁹). L'ANCT et la DGESCO sont mobilisées pour donner leurs éclairages sur les cités perçues comme présentant

¹⁹ <https://www.onpv.fr/typologies-qpv>

de bonnes pratiques du point de vue du déploiement du programme, ainsi que les cités éducatives se portant volontaires pour contribuer à l'évaluation.

Pour répondre aux différents objectifs de l'évaluation, il est attendu du titulaire qu'il réalise les actions suivantes :

Analyse des revues de projets et des travaux de suivi et d'évaluation disponibles localement.

Les revues de projets²⁰ sont des documents réalisés par les cités éducatives qui permettent d'avoir un premier niveau d'information sur les actions déployées envers l'ensemble des publics ainsi que leur évolution ces dernières années. Le titulaire les analyse ainsi que les bilans d'actions (requis par exemple dans le cadre de pilotages budgétaires réalisés par les préfectures) lorsqu'ils sont disponibles. Il mobilise l'ensemble des données de cadrage disponibles localement et notamment issues des travaux de la DGESCO, de la DEPP et de l'ONPV. Enfin, les travaux d'évaluation réalisés localement peuvent également être intégrés à l'analyse lorsqu'ils seront disponibles.

Mise en place d'un outil de reporting pour les actions éducatives non formelles

Les revues de projets ou les bilans d'actions lorsqu'ils sont disponibles ne présentent pas tous le même niveau de renseignement selon les cités éducatives. Il est attendu du titulaire qu'il mette en place un outil de reporting complémentaire permettant de caractériser précisément : l'ensemble des actions proposées relevant de l'éducation non formelle (porteur, intervenant, nature et objectif de l'action, lieu, durée, modalité individuelle ou collective...), compter et décrire le profil des publics bénéficiaires des actions (sexe, âge...), et la fréquence de participation, éléments non abordés dans les revues de projets actuelles. Il est attendu du titulaire qu'il stabilise l'outil (sa conception, les indicateurs, le champ des actions d'éducation non formelle concernées) en concertation avec les chargés de projets opérationnels et les porteurs de projets, qu'il accompagne sa complétion sur une durée de 12 mois et qu'il en produise une première analyse sur la base de 4 à 6 mois de renseignements puis une analyse finale.

Réalisation d'entretiens qualitatifs semi-directifs

Les entretiens qualitatifs visent à mieux identifier l'offre et ses évolutions, à construire l'outil de reporting et à recueillir l'avis des élèves sur les actions auxquelles ils ont participé. Un minimum de 15 entretiens pour chacune des cités éducatives est attendu.

Entretiens semi-directs auprès des pilotes (membres de la troïka, CPO, ...) et des porteurs de projets des 7 cités échantillonnées :

²⁰ Les revues de projets sont un exercice annuel obligatoire pour chaque cité éducative selon l'article 14 de la convention cadre. Elles contiennent un bilan opérationnel et financier de l'année écoulée et constituent un point d'étape concernant la dynamique de projet de la cité. Les revues de projets sont transmises annuellement à l'ANCT.

- Apprécier les évolutions de l'offre non formelle depuis la mise en place des cités éducatives
- Identifier dans quelle mesure le déploiement des cités éducatives a permis une amélioration de la qualité, de la diversité ainsi que de l'accès à l'offre éducative non formelle
- Comprendre les conditions de mise en œuvre, les difficultés, freins et leviers au déploiement de l'offre éducative non formelle
- Apprécier les modalités de gouvernance et dynamiques partenariales favorables au déploiement et recours à l'offre
- Apprécier la réception de l'offre déployée par les élèves et leurs familles
- Documenter les effets perçus sur le parcours et les compétences des élèves
- Identifier des pistes d'amélioration
- Etc.

Entretiens semi-directifs / focus group auprès de jeunes scolarisés au sein des cités éducatives et de leurs familles

- Identifier leurs pratiques / activités en dehors de l'école (pratiques artistiques, culturelles, sportives, ...)
- Recueillir leur point de vue sur les activités qui leur sont proposées ainsi que leurs souhaits
- Les interroger sur les éventuelles évolutions de leurs pratiques depuis la mise en place de la cité éducative (ou depuis l'année précédant l'évaluation)
- Les interroger sur leur perception éventuelle des effets sur leur parcours liés à leurs pratiques non formelles
- Etc.

Le titulaire respecte le cadre juridique et éthique pour interroger des jeunes mineurs, et recueille le consentement éclairé des enfants et des personnes et de la personne légalement responsable.

ARTICLE 6/ DESCRIPTION DES PHASES ET DES PRESTATIONS

La nature de chacune des phases peut être adaptée en fonction des projets déployés au sein des cités éducatives (en concertation avec l'INJEP et après sa validation). En revanche, les délais de remise des rapports (rapport de cadrage, rapports intermédiaires, rapport final et note de synthèse) ne peuvent pas être modifiés.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG-PI, le ministère dispose des délais prévus aux tableaux récapitulatifs de chaque phase pour procéder à l'admission, à l'ajournement ou au rejet des prestations décrites.

Un retard des prestations dans le calendrier peut déclencher l'application des pénalités prévues.

Prestations	Date (la date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)
PHASE 1 - Cadrage de l'étude	
Réunion de lancement en comité technique	Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché (mai 2026)
Réunion de sélection des 7 cités éducatives	Première quinzaine de juin 2026
Rapport de cadrage	Juillet 2026
Comité de suivi n°1	Septembre 2026
PHASE 2 - Collecte et analyse	
Rapport intermédiaire	Janvier 2027
Comité de suivi n°2	Mars 2027
PHASE 3 – Résultats et recommandations	
Rapport final et note de synthèse	Juillet 2027
Comité de suivi n°3	Septembre 2027
Evénements de restitution	Octobre 2027

6.1 PHASE 1 – Cadrage de l'étude

Du 1^{er} mai 2026 au 30 septembre 2026

- **Réunion de lancement et phase d'échanges avec l'INJEP**

Après notification du marché, une réunion de lancement entre le titulaire et l'INJEP (comité technique) aura lieu dans les 10 jours ouvrés suivants (en présentiel ou en distanciel, en fonction de ce qui aura été décidé par l'INJEP). Durant celle-ci, les objectifs de l'évaluation sont présentés. Cette réunion vise à échanger sur les objectifs et le déroulement de l'évaluation, la méthode, les outils et le calendrier de l'étude. Elle vise également à évoquer les données disponibles et les modalités d'accès au terrain. Le titulaire rédige le compte-rendu de la réunion qu'il transmet sous 1 semaine au ministère. En cas d'observations de la part du ministère, le titulaire doit transmettre une nouvelle version du compte-rendu sous 1 semaine.

- **Réunion de sélection des 7 cités éducatives**

La réunion de sélection des 7 cités éducatives est organisée première quinzaine de juin 2026. Dès la sélection validée, le titulaire est mis en relation avec un contact privilégié

au sein de chacune des cités éducatives retenues (les contacts des autres professionnels, des jeunes et des familles à rencontrer dans les études de cas ne sont pas transmis par l'INJEP, l'ANCT et la DGESCO). Le titulaire se charge d'organiser un premier échange avec chaque cité éducative pour planifier la mise en place de l'outil de reporting et organiser les terrains (recueil de la documentation, définition du calendrier des études de cas, identification et recueils des contacts des interlocuteurs).

Le titulaire rédige le compte-rendu de la réunion qu'il transmet sous 1 semaine au ministère. En cas d'observations de la part du ministère, le titulaire doit transmettre une nouvelle version du compte-rendu sous 1 semaine.

1^{er} comité de suivi après rendu du rapport de cadrage

Le comité de suivi regroupe les représentants de l'INJEP, l'ANCT, la DGESCO et du titulaire. Un premier comité de suivi est organisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire en septembre 2026 (tous les comités de suivi pourront avoir lieu en présence ou à distance en fonction de ce qui aura été décidé par l'INJEP).

Durant cette réunion, le titulaire présente le rapport de cadrage remis en **juillet 2026** **présentant** : le référentiel d'évaluation, la sélection argumentée des 7 cités éducatives, l'organisation du recueil de données sur les territoires et les outils de collecte dont l'outil de reporting ainsi que les enseignements issus de la revue de littérature.

Le titulaire rédige le compte-rendu de la réunion qu'il transmet sous 2 semaines au ministère avec le support de présentation. En cas d'observations de la part du ministère, le titulaire doit transmettre une nouvelle version du compte-rendu sous 1 semaine.

A la suite de cette réunion, des échanges courts et à distance (appels téléphoniques, visioconférences, mails, etc.) concernant l'ajustement du projet d'évaluation peuvent être organisés entre le titulaire et l'INJEP afin de préparer au mieux les travaux.

a) Prestations attendues au titre de la phase 1

- Organisation de la réunion de lancement avec l'INJEP sous **10 ouvrés après la notification** ;
- Organisation de la réunion de sélection des 7 cités éducatives **début juin 2026** ;
- Rédaction d'un rapport de cadrage à remettre en **juillet 2026** ;
- Participation au comité de suivi n°1 en **septembre 2026** et présentation orale du rapport de cadrage ;

b) Livrables attendus au titre de la phase 1

Au titre de la phase 1, le titulaire s'engage à remettre à l'INJEP un **rapport de cadrage en juillet 2026** et une proposition réajustée si nécessaire ;

- Le rapport de cadrage est rédigé sous format modifiable (ex : word) et comprend :
 - Un protocole d'évaluation détaillé :
 - Les questions évaluatives et les méthodes utilisées pour y répondre ; les modes de collecte des données et le nombre d'entretiens visés ; la sélection argumentée des cités éducatives retenues ;
 - Le calendrier de déploiement de l'évaluation ;
 - La méthodologie
 - Les trames des outils de recueil de données (outil de reporting, grilles d'observations, guides d'entretiens, etc.).
 - Les éventuels freins identifiés et les stratégies pour les dépasser.
 - L'analyse de la littérature scientifique internationale permettant d'éclairer les enjeux de l'éducation non formelle dans le contexte des cités éducatives, ses effets pour les élèves, ainsi qu'une bibliographie des références utilisées (environ 20 à 30 pages, complété d'une synthèse de 2 à 4 pages) ;

Le titulaire prépare et rédige un support de présentation pour la tenue des réunions auxquelles il participe, ainsi que son compte-rendu.

PHASE 1	Cadrage de l'étude			
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)	Délai max. d'observation ministère	Délai max. de correction titulaire
Réunion de lancement	Support de présentation et compte-rendu	1 semaine après la dite réunion	1 semaine	1 semaine
Rédaction du rapport de cadrage	Rapport de cadrage	Juillet 2026	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n°1	Support de présentation et compte-rendu	Septembre 2026	1 semaine	1 semaine

6.2 PHASE 2 – Collecte et analyse

Du 1^{er} octobre 2026 au 31 mars 2027

Lors de la deuxième phase, le titulaire réalise les 7 études de cas.

Le rapport intermédiaire remis en **janvier 2027** dresse un premier bilan de l'évaluation renseignant en particulier sur les dimensions suivantes au sein de chacune des 7 cités éducatives (approche monographique) et de manière transversale :

- Bilan méthodologique reprenant l'ensemble des investigations de terrain (nombre de personnes rencontrées en entretiens...), les éventuelles difficultés rencontrées et solutions apportées, l'ensemble des biais éventuels lors de la collecte et de l'analyse des données
- Caractérisation quantitative et qualitative de l'offre non formelle par cité éducative évaluée et pour l'ensemble des 7 cités évaluées
- Caractérisation du public par cité éducative et pour l'ensemble des 7 cités évaluées
- Description des conditions de déploiement de l'offre non formelle au sein des 7 cités éducatives
- Premiers enseignements sur l'évolution de l'offre non formelle et sur ses potentiels effets sur les parcours des jeunes et des élèves.

Ces enseignements sont issus de l'analyse des revues de projets et des travaux de suivi et d'évaluation réalisés localement ; des entretiens menés auprès des acteurs, jeunes concernés et familles ; de la revue de littérature ; et d'une première analyse de l'outil de reporting.

2^{ème} Comité de suivi

Le second comité de suivi est organisé après la remise du rapport intermédiaire.

Le titulaire rédige le compte-rendu de la réunion qu'il transmet sous 2 semaines au ministère avec le support de présentation. En cas d'observations de la part du ministère, le titulaire doit transmettre une nouvelle version du compte-rendu sous 2 semaines.

- **Prestations attendues au titre de la phase 2**

Le titulaire se rend sur les 7 cités éducatives à *minima* une fois pour interroger l'ensemble des acteurs concernés : les pilotes, les porteurs de projets, les bénéficiaires et leurs familles. En complément, plusieurs prestations sont attendues :

- ✓ **Rédaction du rapport intermédiaire (janvier 2027)**, au format modifiable (ex : word)

- ✓ Participation au **comité de suivi n°2 - mars 2027** : le titulaire présente le rapport intermédiaire. L'analyse du rapport intermédiaire par l'INJEP peut donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements de protocole d'évaluation, si besoin ;

- **Livrables attendus au titre de la phase 2**

Au titre de la phase 2, **en janvier 2027**, le titulaire s'engage à remettre à l'INJEP un **rapport intermédiaire**.

Le titulaire prépare et rédige un support de présentation pour la tenue du comité de suivi auquel il participe, ainsi que son compte-rendu.

PHASE 2	Collecte et analyse			
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)	Délai max. d'observation ministère	Délai max. de correction titulaire
Rédaction du rapport intermédiaire	Rapport intermédiaire	Janvier 2027	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 2	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°2	Mars 2027	1 semaine	2 semaines

6.3 PHASE 3 – Résultats et recommandations

Du 1^{er} avril 2027 au 31 octobre 2027

Cette phase permet de finaliser la collecte d'informations (outil de reporting en particulier), d'approfondir l'analyse, et de déterminer des recommandations.

Cette phase intègre l'animation par le titulaire de groupes de travail associant des représentants au niveau local et/ou national et visant à approfondir les recommandations sur 3 à 5 axes thématiques identifiées comme clés dans les enseignements de l'évaluation et définis en concertation avec le comité de suivi.

- **Prestations attendues au titre de la phase 3**

- ✓ Rédaction **du rapport final et de la note de synthèse en juillet 2027**. Le rapport final présente le contexte et les objectifs de l'évaluation, la méthode détaillée, les enseignements de la revue de littérature. Il comprend la présentation des enseignements au sein de chacune des 7 cités éducatives (approche monographique), ainsi qu'un chapitre transversal répondant aux questions évaluatives et documentant :
 - La caractérisation de l'offre éducative non formelle.
 - La caractérisation du public recourant et non recourant
 - Les enseignements portant sur :
 - L'évolution quantitative et qualitative de l'offre non formelle depuis la mise en œuvre du programme
 - Les potentiels effets du déploiement de l'offre éducative non formelle sur les collégiens
 - Les conditions de déploiement d'une offre éducative non formelle variée et de qualité, les freins et leviers identifiés
 - Les recommandations concernant notamment les conditions de déploiement idéales

Ces enseignements sont issus de l'analyse des revues de projets et des travaux de suivi et d'évaluation réalisés localement ; des entretiens menés auprès des acteurs concernés et de l'analyse de l'outil de reporting.

- ✓ La note de synthèse qui doit être concise (environ 10 pages) reprend les grands enseignements du rapport final.
La réception du rapport final est soumise à la validation de l'INJEP. L'analyse du rapport final par l'INJEP peut donner lieu à des demandes de précision et de complément si besoin ;
- ✓ **Participation au comité de suivi n°3 en septembre 2027 ;**
Le titulaire rédige le compte-rendu de la réunion qu'il transmet sous 2 semaines au ministère avec le support de présentation. En cas d'observations de la part du ministère, le titulaire doit transmettre une nouvelle version du compte-rendu sous 2 semaines.
- ✓ **Animation de deux événements de restitution** : un webinaire à destination des cités éducatives ayant participé à l'évaluation et une restitution nationale. Le titulaire soumet au comité de suivi une proposition de programme, coanime les événements et présente les enseignements clés de l'évaluation. L'organisation (invitations, réservation de salle) est assurée par le comité de suivi.

- **Livrables attendus au titre de la phase 3**

Au titre de la phase 3, **en juillet 2027**, le titulaire remet à l'INJEP le rapport final et la synthèse relatifs aux projets qu'il évalue (format modifiable ex : word).

Le titulaire prépare et rédige un support de présentation et le compte-rendu pour la tenue du comité de suivi, ainsi que le support de présentation des événements de restitution finale.

PHASE 3		Résultats et recommandations		
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)	Délai d'observation ministère	Délai de correction titulaire
Rédaction du rapport final et de la note de synthèse	Rapport final et note de synthèse	Juillet 2027	1 mois	2 semaines
Réunion du comité de suivi n°3	Support de présentation et compte-rendu	Septembre 2027	1 semaine	2 semaines
Evènements de restitution finale	- Animation et présentation des travaux - Support de présentation finalisé	Octobre 2027	1 semaine	2 semaines

6.4 Opérations de recette

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés.

Le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « DELAI/ ECHEANCE ».

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la livraison, le ministère dispose du délai indiqué dans la colonne « **Délai d'observation ministère** » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction.

A compter de la réception des observations, le titulaire dispose du délai indiqué dans la colonne « **Délai de correction titulaire** » pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les livrables et les transmettre de nouveau au ministère.

Après analyse de ces corrections, le ministère peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « **Délai de correction titulaire** » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère. Le ministère applique les pénalités à compter de la décision d'ajournement et jusqu'à remise du livrable corrigé ;
- Soit de résilier le marché, conformément à l'article 19 du CCP.

Le ministère établit un procès-verbal d'admission définitive lorsque l'ensemble des prestations est approuvé.

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique. Le présent CCP déroge ainsi à l'article 30 du CCAG/PI.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 18.1 du CCP.

ARTICLE 7/ LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées en France entière au sein de 7 cités éducatives sélectionnées. Un terrain en outre-mer est à prévoir afin de représenter la diversité des cités éducatives. Le titulaire prévoit et intègre à son budget des déplacements sur chacun des sites retenus. Les restitutions ont lieu dans les locaux de l'INJEP, l'ANCT ou la DGESCO en Ile-de-France.

A l'exception des cas pour lesquels une présence du titulaire est nécessaire dans la réalisation des prestations, les autres prestations sont assurées par l'équipe du titulaire dans ses locaux.

Compte tenu du caractère personnel des données collectées, l'hébergement des données et leur traitement doivent être réalisés sur le territoire de l'Union

européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen.

ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE

Afin de promouvoir l'égalité des chances, le Ministère applique de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant une clause obligatoire de formation sous statut scolaire qui consiste pour le titulaire du marché, à accueillir en stage (séquence d'observation en milieu professionnel²¹) un ou plusieurs élève(s) de 3^e ou de 2nd générale et technologique durant l'exécution du marché. Cette action s'inscrit dans le cadre de la politique éducative de la découverte des métiers.

Les publics bénéficiaires

Les publics bénéficiaires sont exclusivement les élèves de 3^e et les élèves de 2nd générale et technologique, scolarisés dans des établissements relevant des réseaux d'éducation prioritaires (REP et REP+) ou des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Objectif de formation

Deux (2) semaines de stage, soit **70 heures**, sont réservées aux bénéficiaires.

Les stages impliquent que le titulaire du marché accueille les élèves dans ses locaux, en immersion complète. Ces stages conduisent les élèves à découvrir des métiers et à préciser leur orientation.

Les modalités de mise en œuvre

Le titulaire diffuse ses offres de stage sur la plateforme 1élève1stage mise en place par le ministère de l'Éducation nationale, et ce, dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la notification. Cette plateforme est disponible en ligne à l'adresse suivante :

<https://1eleve1stage.education.gouv.fr/professionnels#>

Les offres de stage déposées doivent être restreintes aux élèves des REP/REP+ et QPV. Les élèves peuvent se porter candidats aux stages proposés via cette même plateforme.

²¹ L'accueil des élèves en milieu professionnel s'inscrit dans le cadre du parcours individuel, d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel prévu à l'article L. 331-7 du Code de l'éducation appelé « parcours Avenir ». L'article L. 4153-1 du Code du travail fonde l'organisation de « visites d'information et de séquences d'observation en milieu professionnel » pour des élèves de l'enseignement général. Les articles D. 331-1 à D. 331-15 du Code de l'éducation définissent les objectifs et le cadre général d'organisation des diverses formes d'accueil en milieu professionnel qui peuvent être proposées aux élèves mineurs au collège ainsi qu'aux élèves de la classe de seconde générale et technologique.

L'ensemble des stages sont réalisés durant toute la durée d'exécution du marché, période ferme et éventuelles périodes de reconductions comprises.

En l'absence de candidature d'un élève au cours d'une année scolaire, le titulaire redépose l'année suivante l'offre de stage non pourvue afin de respecter le nombre total de stages prévus, dans la limite de la durée d'exécution du marché.

Les élèves de 3^e réalisent obligatoirement un stage d'une semaine, sur temps scolaire, à des dates fixées par chaque établissement²².

Les élèves de 2nd générale et technologique réalisent obligatoirement un stage de deux semaines, sur temps scolaire, à des dates définies par le ministère de l'Éducation nationale²³. Ils peuvent scinder leur période de stage entre deux entreprises.

Durant leur stage, les élèves - généralement mineurs - restent soumis aux dispositions du code de l'éducation. En particulier, une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire et l'élève (article D.124-4 du code de l'éducation).

Le titulaire peut accueillir des groupes d'élèves qui effectuent leur stage, notamment pour favoriser l'organisation des parcours.

Le titulaire notifie au Ministère toute difficulté pour assurer son engagement. Le cas échéant, le Ministère étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la clause sociale de formation sous statut scolaire.

En cas de difficultés économiques, le titulaire peut demander au Ministère, sous réserve de son acceptation, la suspension ou la suppression de la clause sociale de formation sous statut scolaire.

Le titulaire rend compte au Ministère :

- De la déclaration des offres de stage en justifiant par tout moyen de leur dépôt sur la plateforme 1élève1stage ;
- De la réalisation des stages par tout moyen, ou en justifiant de l'absence de candidature aux offres proposées.

Le titulaire transmet au Ministère les éléments probants à l'adresse suivante : clausesocialedeformation@education.gouv.fr

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à l'exécution de la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

²² La circulaire du 12 juillet 2024 Séquences d'observation, visites d'information et stages pour les élèves de collège (NOR : MENE2407449C) a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre des diverses formes d'accueil en milieu professionnel d'élèves mineurs au collège.

²³ La circulaire du 28 mars 2024 Séquence d'observation de la classe de seconde du lycée général et technologique (NOR : MENE2400643C) a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de la séquence d'observation en milieu professionnel en classe de seconde générale et technologique.

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché s'engage à adopter une démarche écoresponsable, à minimiser l'impact environnemental de ses activités et à démontrer son engagement en faveur du développement durable. Cette clause s'aligne sur les priorités des sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, ainsi que sur les exigences du Code de la commande publique.

Engagements du titulaire

1. Minimisation de l'impact environnemental des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un impact environnemental minimal tout en respectant les exigences de qualité, de délais et de performance des prestations. À cet effet, il doit la :

- **Dématérialisation des échanges** : Privilégier les échanges par voie numérique (visioconférences, audioconférences, courriels) pour limiter les déplacements et les impressions. Les comptes-rendus et livrables sont fournis en format numérique par défaut, sauf demande expresse du ministère.
- **Gestion responsable des impressions** : En cas d'impression indispensable (courriers, rapports), utiliser exclusivement :
 - Du papier recyclé multifonction, 100 % issu de fibres récupérées, sans blanchiment au chlore, avec une blancheur minimale de 145 CIE et portant un label environnemental (Écolabel européen, Ange Bleu ou équivalent).
 - Des enveloppes en papier recyclé avec des caractéristiques similaires.
 - Des encres végétales ou à faible impact environnemental.
- **Optimisation des déplacements** :
 - Favoriser les transports en commun, notamment le train, pour au moins 80 % des trajets longue distance, sauf justification exceptionnelle.
 - Limiter les déplacements en avion aux cas strictement justifiés, avec un rapport annuel précisant leur nombre et leur impact carbone.
 - Encourager le covoiturage, le vélo ou les déplacements à pied pour les trajets courts.

2. Politique numérique écoresponsable

Le titulaire doit intégrer une approche numérique durable dans la réalisation des prestations, incluant :

- L'utilisation d'outils numériques à faible consommation énergétique (serveurs alimentés par des énergies renouvelables, logiciels optimisés).
- Une gestion raisonnée des données : tri régulier des données obsolètes, réduction de la taille des fichiers (compression, formats légers comme PDF basse résolution pour les envois), limitation des pièces jointes volumineuses dans les courriels.
- L'utilisation de moteurs de recherche et d'outils numériques à faible impact environnemental (ex. : moteurs écoresponsables, hébergement vert).

- Un rapport synthétique, fourni en fin de marché, détaillant les mesures prises pour réduire l’empreinte numérique (ex. : volume de données stockées, énergie estimée pour les serveurs).

3. Suivi et reporting

Le titulaire doit fournir à la demande du ministère sous 10 jours ouvrés un plan d’action environnemental détaillant les mesures prévues pour respecter cette clause.

ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché sont assorties d’une obligation de résultat. Le titulaire s’engage ainsi à respecter les délais et à exécuter les prestations avec diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché, à y consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution.

Pour l’ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l’exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placées sous l’autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l’obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s’engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu’il estime nécessaire concernant les prestations ;
- Demander au ministère toute information ou tout renseignement qu’il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l’exécution des prestations faisant l’objet du présent marché ;
- Fournir des livrables complets et respecter les délais d’exécution demandés ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l’administration.

La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

11.1 Conduite des prestations

Le ministère s'engage à communiquer tout document ou information nécessaire à sa disposition qui serait utile au titulaire dans le cadre des prestations.

Les interlocuteurs de l'INJEP sont précisés au titulaire lors de la réunion de lancement. L'INJEP informe le titulaire de tout changement d'interlocuteur dans le suivi du marché.

Le titulaire informe l'INJEP de ses interlocuteurs dédiés dans son offre, et l'informe de tout changement.

Les parties s'engagent à faciliter les réunions de travail nécessaires au niveau de représentation opportun.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

- Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un interlocuteur de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-PI.

- Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 18.1 du présent document.

11.2 Suivi des prestations

Le titulaire met en place un comité de suivi qui se réunit à minima 3 fois au cours de l'évaluation (septembre 2026, mars 2027 et septembre 2027), composé :

- De représentants du titulaire, dont obligatoirement le chef du projet, principal interlocuteur de l'INJEP ;
- De toute personne participant, au sein de l'INJEP, l'ANCT et la DGESCO à l'évaluation des projets concernés.

Les réunions du comité de suivi consistent en la présentation par le titulaire de l'avancement des travaux, et l'animation par ce dernier d'une séquence de restitution. Le titulaire organise les réunions du comité de suivi (invitations), en assure le secrétariat et propose, notamment, des comptes rendus de ces réunions.

Le titulaire met en place des réunions de travail dès le lancement de l'évaluation et tout au long du projet. Ces rencontres (mails, téléphone, visio ou réunion en présentiel) sont initiées à la demande du titulaire ou de l'INJEP. *A minima*, le titulaire rend compte mensuellement de l'avancée de ses travaux par mail.

Le titulaire prévoit dans son offre les modalités d'association de l'interlocuteur privilégié au sein de l'INJEP à la réalisation d'une partie des terrains d'enquête.

11.3 Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent marché confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au ministère les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au ministère chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au ministère en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de

laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également le nom et les coordonnées du service référent du ministère.

Il informe sans délai le ministère des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le ministère peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le ministère le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le ministère se réserve le droit :

- de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- d'appliquer au titulaire, une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour jusqu'à cessation du manquement puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

11.4/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution du marché et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

ARTICLE 12/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5 du CCAG-PI s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel.

Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 18.4 ci-dessous.

L'annexe RGPD peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 3.3 p).

ARTICLE 13/ ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le ministère se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations à l'issue de chaque étape définie à l'article 6 du présent CCP.

Dans ce cas, le ministère notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les éléments de prestations validées par un procès-verbal de recette sont alors rémunérés sans abattement.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG/PI, le titulaire a droit au versement d'une indemnité, fixée à 5 % des prestations non validées par un procès-verbal de recette.

ARTICLE 14/ PRIX DU MARCHE

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations. La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature prévue à l'article 17 du présent CCP. Les frais de support de la prestation et de comitologie (réunion de lancement, réunions du comité de suivi, réunions de travail) ; tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ; et toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Les prix sont forfaitaires et figurent dans le bordereau de prix (annexe n° 1 à l'acte d'engagement).

Les prix sont fermes pendant toute l'exécution du marché.

ARTICLE 15/ MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le titulaire établit une facture après service fait, selon les modalités définies ci-après :

*** Phase 1 : Règlement du montant de la phase**

- 100 % après la validation de l'ensemble des livrables de la phase 1 ;

*** Phase 2 : Règlement du montant de la phase**

- 100% après la validation de l'ensemble des livrables de la phase 2 ;

*** Phase 3 : Règlement du montant de la phase**

- 100 % après la validation de l'ensemble des livrables de la phase 3.

La validation conformément aux dispositions de l'article 6 donne lieu à un règlement du prix indiqué dans le bordereau des prix (BP).

Le ministère se libère des sommes dues en exécution des prestations, en faisant porter les montants dus par virement direct, au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;

- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Dans le cadre de ce marché, le financement étant assuré par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse, la facturation n'intervient pas par le biais de Chorus pro.

Par conséquent, les factures sont à adresser au Fonds Expérimentation de la Jeunesse sous format numérique aux adresses de messagerie suivantes :

- fonds-jeunes@jeunesse-sports.gouv.fr
- stephanie.monnerEAU@jeunesse-sports.gouv.fr

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément l'INJEP par courrier postal ou courrier électronique.

Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture due par le FEJ ou l'organisme financier selon le cas.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Avance

Les dispositions relatives à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

La durée du marché étant supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché, divisé par la durée initiale du marché exprimée en mois, soit le calcul suivant :

Montant de l'avance = 30 % ((12 * montant initial) / 18 mois)

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Acomptes

Le titulaire a droit au versement d'acomptes dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %.

Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 16/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cas où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, ce GMOE peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, selon les dispositions prévues à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

ARTICLE 17/ DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

17 .1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute natures afférentes aux résultats et sur tous les

livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique, Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeurent propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

17.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

En complément de l'article 34 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer le ministère, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour la réalisation de l'objet du marché et du régime des droits y afférent. Le cas échéant, les droits afférents aux connaissances antérieures standards non listés dans l'offre sont concédés dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 18/ PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

18.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités sont calculées sur le fondement des calendriers contractuels des prestations et de remise des livrables, établis dans les conditions définies à l'article 6 du présent CCP.

Pénalités pour sanctionner le retard dans la transmission des livrables :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

50 euros HT par jour ouvré de retard + 5 % du montant de la phase.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 6 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

L'article 15.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI sur la formule de calcul de la pénalité de retard.

18.2 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % de la valeur de la phase exécutée.

18.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont dues quel qu'en soit le montant.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

18.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

18.5 Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité

Le titulaire encourt dans le cadre de l'application de la clause de laïcité et de neutralité prévue à l'article 11.3 du présent CCP une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

18.6 Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Le non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à la mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 8 du CCP, l'expose à une pénalité de :

- 75 euros HT par jour ouvré de retard à transmettre les justificatifs permettant le contrôle de l'exécution de la clause sociale de formation sous statut scolaire, sans mise en demeure préalable.
- 75 euros HT par heure de stage non réalisée, sans mise en demeure préalable. Aucune pénalité pour inexécution des heures de stage ne pourra être appliquée au titulaire en l'absence de candidature d'élèves bénéficiaires à ou aux stages proposés durant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 19/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 et suivants du CCAG/PI.

En dehors des cas prévus à l'article 39 du CCAG/PI et par dérogation, en cas d'inexécution partielle ou totale des prestations ou de défaut de qualité caractérisé, le marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

ARTICLE 20/ DOCUMENTS A PRODUIRE LORS DE L'EXECUTION

20.1 Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

20.2 Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 18 du présent CCP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

20.3 En cas de modifications relatives au titulaire du marché

20.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

20.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 21/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus d'avancement, les rapports d'analyse, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique aux adresses suivantes : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, fonds-jeunes@jeunesse-sports.gouv.fr et katielle.malassingne@jeunesse-sports.gouv.fr une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- D'un SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels seront portés devant le tribunal compétent.

Le ministère et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Paris (sis au 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04. Tél : 01 44 59 44 00 - Fax : 01 44 59 46 46) pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

ARTICLE 24/ DEROGATIONS

Article du CCP	Libellé	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Art. 6	Description des phases et des prestations associées	Articles 28 et suivants
Art. 11.1	Conduites des prestations	Article 3.4.3
Art. 13	Arrêt de l'exécution des prestations	Article 22
Art. 17.1	Régime des droits de PI relatif aux résultats	Article 35
Art.17.2	Régime des droits de PI relatif aux connaissances antérieures	Article 34
Art. 18.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations	Article 14.1
Art. 18.2	Plafonnement des pénalités de retard	Article 14.1.2
Art. 18.3	Seuil d'exonération des pénalités de retard	Articles 14.1.2 et 39.2
Art. 18.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	Article 14.2
Art. 19	Résiliation	Article 39
Art. 20.1	Assurance	Article 9.2